GENEVE

Année XXXII - N° 912 - 1 DÉCEMBRE 1934

LE RÉVEIL anarchiste

M. Minger déclare vouloir prolonger la durée du service militaire pour combattre le chômage. Le producteur changé en destructeur dans l'intérêt capitaliste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2,50

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX
Le Réveil, No I. 4662. Genève

FINANCES, SOCIALISME ET FASCISME

Après une votation.

Voilà un sujet qui peut prêter à beaucoup de réflexions utiles. La défaite essuyée par le Parti socialiste genevois sur le terrain du renflouement financier mérite d'être examinée de près pour en tirer des conclusions utiles sur la voie que le mouvement socialiste (ce mot entendu dans l'acception la plus large) aurait dû suivre et sur laquelle il devra s'engager tôt ou tard et espérons que ce ne soit pas trop tard, s'il veut triompher.

Les bons ouvriers se bornent à s'en prendre à leurs employeurs et à exiger, avec combien de raison, de meilleures conditions d'existence; mais ils paraissent ignorer que ces employeurs sont dominés à leur tour par la Banque. Rappelons qu'au mois d'août 1914, bien que la plupart des ouvriers aient été appelés sous les armes, ceux qui restaient dans les usines et les chantiers se virent congédiés en grand nombre, et cela pendant de longs mois, jusqu'au jour où la Banque voulut bien accorder des avances importantes sur les fonds qu'elle détenait.

Or, non seulement les travailleurs ne s'en prennent pas à la Banque, mais un nombre considérable d'entre eux lui confient leurs maigres épargnes, dont elle fait une arme redoutable de domination et d'exploitation sur ses déposants. Ceci, même en faisant abstraction des cas où elle les dépouille entièrement par des spéculations malheureuses ou de vastes escroqueries.

Une dette considérable.

Le Parti socialiste à Genève arrivant au pouvoir trouva une dette de 203 millions, dont le service exige chaque année une somme d'environ 11 millions 860,000 francs, chiffre que le banquier Bates, chroniqueur financier de la *Tribune de Genève*, veut bien déclarer intangible. Les prélèvements les plus divers sont permis sur le produit du travail, mais non sur le produit de titres n'exigeant plus d'autre peine que d'en détacher les coupons.

Nous avons entendu dire par des gens experts en la matière et nullement révolutionnaires que la finance genevoise avait fait perdre à sa clientèle plus de 200 millions sur ses placements patriotiques à l'étranger, mais personne n'a paru s'en émouvoir. Imaginez, par contre, que demain le canton supprime d'un trait sa dette publique, il s'ensuivrait une émeute. Les mêmes individus si farouches à ne pas vouloir accorder à leur patrie chérie une contribution supplémentaire de 2 à 3 millions se sont fait plumer pour une somme cent fois supérieure par les aigrefins du monde entier. Ce n'est pas pour rien qu'ils sont très patriotes et condamnent hautement notre internationalisme.

Retenons ceci: à Genève, le service de la dette cantonale représente à lui seul un impôt annuel d'environ 65 francs pour chaque membre de la population tout entière.

Mêlée électorale.

Le croiriez-vous? Ceux-là précisément qui, maîtres du pouvoir au cours de dizaines d'années, ont contracté l'énorme dette dont nous venons de parler, ceux-là qui ont fait perdre par centaines les millions de la richesse et de l'épargne nationales, se sont mis à hurler aux quatre vents contre les socialistes, gaspilleurs des deniers publics, destructeurs de la confiance, démolisseurs du crédit, etc. Et, chose vraiment incroyable: ils ont été écoutés. Plus de vingt mille électeurs ont marché à la suite de tous les spéculateurs véreux de la République. La Cour de cassation les avait déjà blanchis, en leur décernant même des éloges — combien mérités, n'est-ce pas Monsieur le notaire Carteret? — et le peuple souverain à son tour, grugé, dépouillé, trompé, renouvelait aux banqueroutiers son entière confiance! Et si le gouvernement socialiste avait démissionné en cette conjoncture, leur liste aurait certainement triomphé!

D'aucuns nous taxeront d'exagération. Les électeurs, diront-ils, n'ont voulu, avec combien de raison, que repousser une nouvelle atteinte à leur portemonnaie. S'il en était ainsi, pourquoi parmi les vingt-trois mille, ne s'est-il pas trouvé un groupe pour le proclamer ouvertement? Rien de plus logique et de plus fondé que de trouver les impôts déjà suffisamment lourds, mais voter avec les bulletins de vote des complices et sauveurs des filous, c'était le devenir à son tour.

Non il faut voir là une insondable bêtise, la même qui a rendu possible le triomphe du fascisme en Italie, en Allemagne, en Autriche et ailleurs. Un individu honnête et conscient ne pouvait pas emboîter le pas à l'ignoble bande de trompeurs haineux de toute la presse bourgeoise.

C'est le fascisme !

Voilà l'exclamation de plus d'un le soir du 18 novembre. Eh bien, non, il ne faudrait pas tomber d'une exagération dans l'autre.

Nous fûmes parmi les premiers à dénoncer le danger fasciste, à chercher à dresser contre lui une action décidée. Nous avions fort bien compris qu'un événement d'une telle envergure — quarante millions d'hommes soumis à un absolutisme terroriste — ne pouvait manquer d'exercer une suggestion, une répercussion, une imitation chez les réactionnaires de tous les pays. Il faliait expliquer ce qu'était réellement le fascisme, l'écrasement, la dégradation et la ruine qui en résultaient, mettre en garde contre ses premières manifestations, répondre sans tarder à ses provocations, le tarquer partout sans merci.

Pendant presque une dizaine d'années nos appréhensions parurent excessives, mais après les événements d'Allemagne et d'Autriche, certains chefs de syndicats et de partis voulurent bien reconnaître que la lutte contre le fascisme concernait tous les pays, sans toutefois consentir à la mener avec la vigueur nécessaire. Ils parlent de se cantonner sur le terrain démocratique, alors que l'ennemi, lui, se place déjà sur le terrain de l'action violente et illégale, mollement réprimée par les autorités, en attendant qu'elle soit tolérée et enfin appuyée!

Toutefois, après avoir sousestimé le fascisme, ne tombons pas dans l'exagération contraire de le dénoncer à tout propos, car cela ne pourrait servir qu'à semer la panique parmi les timorés, et ils sont malheureusement nombreux. Le vote sur l'initiative fiscale, en créant un certain désarroi dans le public, en marquant une indéniable défaite socialiste, en fournissant aux pires éléments réactionnaires le prétexte d'affirmer que la masse est avec eux, servait évidemment le fascisme, mais il était ridicule de le considérer presque comme son avènement. A preuve que les fascistes, prévoyant qu'ils pourraient trouver à qui parler, ont même renoncé à toute manifestation dans la rue.

Donc, se tenir prêt à toute éventualité, éviter déclamations et menaces, conseiller à chacun de pourvoir à sa défense personnelle, rendre sans tarder les coups qui pourraient nous être portés, tout cela avec fermeté et décision, et le fascisme ne passera pas. Il faut avant tout compter sur l'œuvre d'un chacun, si l'on veut avoir une masse de combattants et non de témoins passifs aux coups encaissés par quelques-uns, dont la défaite inévitable entraîne la soumission du grand nombre ne sachant guère se battre.

Gouvernements socialistes.

La nouvelle expérience d'un gouvernement socialiste en régime bourgeois, quoique se produisant dans un Etat minuscule, ne diffère guère de celles des grands pays.

Ordinairement les socialistes arrivent au pouvoir après que les bourgeois ont créé une situation inextricable et se sont ainsi déconsidérés. C'est dire que la succession n'a rien d'enviable. Venant à se produire après une révolution, celle-ci crée des possibilités nouvelles, mais si la succession a lieu par le simple jeu des élections, le nouveau gouvernement non seulement n'aura pas plus de possibilités que l'ancien, mais il en aura moins venant se heurter au mur d'argent. La Banque est mieux disposée à s'entendre avec une gouvernement bourgeois que socialiste.

C'est ainsi que le gouvernement actuel à Genève se trouve dans l'impossibilité de tenir ses promesses, à part celle de mettre un peu d'ordre dans une administration qui en avait grand besoin, ce qui ne va pas d'ailleurs sans se créer des ennemis et une certaine impopularité. Pensez donc, faire rentrer 14 millions d'impôts arriérés sans compter ceux de l'année en cours, avec un zèle accru, le mécontentement que cela peut créer.

Et pour qui? et pourquoi? La crise persistant, quelle que soit l'administration de l'Etat bourgeois — car il reste tel, notons-le bien — la situation économique générale ne saurait changer beaucoup. Et alors les niais, dont le nombre est si grand, en attribueront la faute au gouvernement socialiste. Et il se trouvera des bolchevistes, particulièrement chers au cœur de Léon Nicole, pour l'affirmer aussi.

En tenant même compte de quelques menues mesures prises par-ci par-là en faveur de persécutés et déshérités, nous restons bien loin des promesses faites et des espoirs suscités.

La „vieille tactique éprouvée".

Le socialisme s'est ainsi engagé dans une fausse voie qui le mène droit à donner de la tête contre le mur d'argent, qu'il s'agissait précisément de démolir. Il est à souligner que les bourgeois mettent avant tout comme condition à leur collboration — voilà le dogme de la lutte de classes bien écarté — la reconnaissance de ce mur sacré. Les socialistes doivent abjurer leur principe de la « socialisation du crédit » pour adhérer à celui de la « socialisation des pertes » d'une finance d'aigrefins. La seule avance que Berne voulait leur faire sans autre fut celle des cinq millions à repasser aux filous de la Banque d'Escompte depuis longtemps en état de faillite.

Et dire que les écœurants imposteurs des partis bourgeois avaient tous adhéré au principe de la corporation, qui selon M. Berra et son maître Mussolini, devrait signifier la fin du capitalisme et de la ploutocratie! Or, ils se démasquent tous à qui mieux mieux en se montrant avant tout les défenseurs précisément du capitalisme et de la ploutocratie. Mais les votants sont-ils capables de le constater? Il ne paraît guère, malheureusement.

La « vieille tactique électorale éprouvée » met les socialistes dans cette situation: ou se cramponner à un pouvoir qui les laisse impuissants, ou de céder la place à une réaction renforcée qui ne cache pas son idée de faire ensuite de toute opposition au gouvernement un délit, comme en Italie, Allemagne, Autriche, etc.

Nicole sera le premier à comprendre de s'être un peu trop grisé des succès électoraux grandissants, qui aboutissent à un aussi piètre résultat.

Fascisme et impôts.

Le Conseil fédéral a suggéré d'opérer une détente entre partis à Genève, mais les bourgeois vont poursuivre un chantage que la majorité parlementaire leur rend aisé. Ils ne voteront pas, même si elles leur sont présentées, les économies massives dont ils se disent les champions, sans en présenter d'ailleurs aucun plan.

Hâtons-nous de dire que les soucis gouvernementaux ne sont pas les nôtres, mais il y a une situation dont les répercussions éventuelles exigent toute notre attention. Une recrudescence de provocations fascistes est à prévoir, et il s'agira de savoir y répondre, directement et vigoureusement, non pas à la suite d'un charlatanesque comité quelconque se réclamant de Moscou, mais entre hommes libres voulant défendre leur liberté. Une large offensive contre les salaires est aussi possible sous peu, car la réaction sait exploiter ses succès à fond et sans tarder. Ceux qui ont opéré leur ralliement, communistes compris, autour de la coalition nationaliste, cléricale et corporatiste vont se trouver en présence de plus d'une désagréable surprise.

Le *Fasciste suisse*, dont nous avons cité en son temps le texte précis, a bien voulu nous faire savoir qu'avec le régime préconisé par lui une augmentation effrayante d'impôts se produit, mais qu'alors il est on ne peut plus agréable de les payer! Dans l'Italie au gouvernement fasciste le plus vanté et admiré, l'impôt est retenu directement sur chaque paie par le patron, en même temps que les contributions corporatives et les incessantes souscriptions forcées à d'innombrables initiatives patriotiques et religieuses. Chaque bête de la basse-cour est taxée, ainsi que les œufs, les vases à fleurs, les balcons, etc. Dès qu'un malheureux entreprend ou obtient un petit travail à domicile, dénoncé par des voisins aussi jaloux que misérables, il voit paraître le fonctionnaire réclamant un droit pour l'y autoriser et se réservant de passer plus tard. L'état de misère, auquel les campagnes surtout sont réduites, est indescriptible, si bien que même les organes fascistes ne peuvent plus le cacher.

Notre abstention.

Pourquoi n'avez-vous donc pas appuyé le gouvernement socialiste? Parce que c'eût été contradictoire de notre part, parce que nous aurions contribué à entretenir une dangereuse illusion, parce que la promesse de supprimer ou à peu près le chômage avec la nouvelle fiscalité était fallacieuse, parce que Nicole a avoué lui-même le soir du scrutin de la défaite que la crise mondiale continuant à sévir, Genève ne pouvait en être exempte, parce que le socialisme sur le terrain électoral, parlementaire, gouvernemental marche à sa perte, ainsi que de tragiques exemples ne l'ont que trop prouvé.

Jamais l'abstention ne s'était mieux expliquée qu'en pareille occasion. Les dix mille pauvres diables formant la majorité rejetante, combien ils eussent été mieux inspirés de rester chez eux, au lieu de voter contre eux. Car de l'autre côté de la barricade, les Berra, Mégevand, Balmer, Perréard et consorts, avec lesquels ils ont marché, ne se gênent pas de dire qu'ils veulent le renforcement de l'autorité gouvernementale, patronale, militaire et ecclésiastique, autrement dit le retour à l'absolutisme par la suppression des maigres droits et conquêtes conquis par nos pères. Que les bons électeurs ne se soient pas aperçus de la fourberie et de l'infamie de la tourbe politicienne bourgeoise, voilà qui laisse douter de l'efficacité d'une instruction obligatoire formant des citoyens aussi peu renseignés que s'ils étaient illettrés. Et parions que les cris de triomphe des pires exploiteurs de la misère d'autrui n'ont pas suffi davantage à les convaincre de leur erreur.

Plus que jamais il faut crier sur les toits que la conquête du droit à l'aisance du travailleur et même la simple suppression de la misère la plus criante ne sauraient être réalisées par des élections et votations; une large action directe s'exerçant jour après jour par tous et par chacun est indispensable.

La situation.

Voilà de bien longues réflexions pour un petit événement somme toute. Oui, mais ce petit événement en rappelle d'autres autrement grands et vient poser une foule de questions qui dépassent de beaucoup la vulgaire votation fiscale. Il ne suffit pas de chanter à gorge déployée la lutte finale; mieux vaudrait s'y acheminer en comprenant quelles en sont les conditions essentielles.

Le monde ouvrier est de plus en plus divisé en deux catégories bien distinctes : ceux qui travaillent encore, préoccupés surtout de garder leur place, hésitant devant toute lutte à entreprendre, la croyant même impossible, et par là prêts à subir les injonctions successives du patronat. Ceux qui sont chômeurs partiels ou totaux, affaiblis par les privations, humiliés par un rôle de solliciteurs, démoralisés par un espoir toujours déçu, dégradés par une vie anormale de parasitisme indigent et involontaire ne paraissent guère capables de grands efforts. Peu à peu le chômage n'est pas considéré comme une chose monstrueuse, mais sa stabilisation est envisagée. Quoi de plus naturel que de maintenir à côté de millions de chômeurs chichement entretenus ?

Ce n'est pas tout. De plus en plus l'idée gagne d'instituer des camps de travail militarisés où les conditions ne diffèrent pas beaucoup de celles des prisons. C'est un révoltant avilissement progressif du travail et des travailleurs, mais il ne parait pas encore émouvoir même les ouvriers conscients et organisés.

Chacun ne s'attache qu'à voir son petit intérêt particulier, sans s'apercevoir qu'il ne se maintiendra pas longtemps au milieu de l'effondrement de beaucoup d'autres intérêts. En attendant, l'hypocrisie cléricale et la violence fasciste s'allient pour livrer leur assaut destiné à replonger le monde dans la soumission et la misère la plus avilissantes

N'est-il pas facile de comprendre qu'une grande guerre s'annonce, même en dehors de celle entre Etats toujours plus menaçante, entre exploités et exploiteurs et qu'elle dépassera de beaucoup le cadre parlementaire? Veut-on ignorer que nos maîtres sont bien décidés à ne plus reconnaître un droit légal, commun pour tous, si favorable qu'il leur soit, pour s'attribuer des pouvoirs d'autant plus grands que notre servitude sera plus étendue ?

A vrai dire, rien n'est encore perdu, mais tout travailleur doit se pénétrer de l'idée d'une défense personnelle, qui n'est pas la négation d'une action de masse, mais qui seule peut rendre cette action effective. Il ne suffit plus d'être un bon cotisant, il faut devenir un bon militant dans toute l'acception du mot.

Crise ministérielle et finance

Notre bonne presse romande a versé toutes ses larmes sur le départ de ce bon M. Doumergue. Comment ne pas permettre à ce vieillard de faire tout ce qui lui passait par la tête ou lui était simplement suggéré par les groupements fascistes qui l'avaient porté au pouvoir? C'était une injustice, une trahison, un crime contre la France, etc.

D'autre part, socialistes et communistes y avaient vu un premier succès de leur unité d'action, bien qu'en réalité avec Flandin à la place de Doumergue il n'y a rien de changé.

Comme toujours, la vérité doit être cherchée chez ces Messieurs de la finance, les maîtres de tous les pays. Ce sont eux qui ont débarqué Doumergue et lui ont signifié, avec tout le doigté désirable, qu'il devait s'en aller, ce qui prouve que nos valets de presse romands ne sont pas toujours à la page.

Voici le langage significatif qu'avaient tenu à M. Doumergue les deux journaux financiers les plus importants, l'*Agence économique et financière* et l'*Information*.

Le premier tançait ainsi M. de Tournefeuille:

Le pays ne demande pas qu'on le fasse juge des problèmes du point de vue théorique; *il n'a pas à départager des controverses doctrinales stériles et dont les données réelles lui échappent forcément.*

Il demande, il attend dans une anxiété croissante un gouvernement disposé à lutter avec vigueur contre toutes les difficultés, qui se refusera à une attitude passive *de tradition administrative, qui n'admettra pas que la France continue à s'appauvrir dans l'*immobilité *et le désespoir.*

Ce langage laisse entendre que le fameux relèvement économique dont le mérite avait été attribué à M. Doumergue s'était en réalité traduit par une aggravation de la situation.

Le même journal revenant à la charge, toujours avant la démission du miraculeux vieillard, écrivait encore:

Le problème économique domine tout.

...Le pays regrettera que le président Doumergue ne puisse se mettre d'accord avec ses collègues de gauche sur une question secondaire de procédure politique.

Ce n'est point le moment de rechercher par la faute de qui on se trouve dans cette impasse.

Les circonstances sont trop graves pour épiloguer sur le passé...

Des hommes jeunes *et* courageux, *sûrs d'eux, parce que confiants dans les ressources de la nation, auront vite fait de rétablir les choses, à condition, afin de maintenir l'union indispensable, de ne pas faire de « politique ».*

Le vieux n'avait donc plus qu'à laisser la place aux jeunes; l'ordre de s'en aller était assez explicite.

A son tour l'*Information*, le jeudi 8 novembre, la veille de la crise ministérielle, l'annonçait avec une précision et une assurance remarquables :

On croit que la crise éclatera demain et qu'elle sera promptement résolue. D'autre part, on ne met pas en doute le maintien de la trêve.

Il est à espérer que la crise ministérielle, si elle éclate, n'interrompra point la légère reprise qui commençait à se manifester, notamment dans certaines branches de la métallurgie.

Les puissances d'argent, lâchant M. Doumergue, les radicaux-socialistes pouvaient désormais sans crainte lui signifier leur refus. C'est ce qui fut fait, et tandis que les niais prévoyaient une foule de difficultés avec une crise ministérielle, celle-ci fut résolue en un tour de main. Et la « légère reprise » s'accentua. En effet, M. de Tournefeuille ayant démissionné le jeudi à midi, la rente 4.5 pour cent, qui terminait la veille à 85.05, s'est avancée le jour même à 85.95. Le lendemain, quand Flandin eut formé son ministère, elle bondissait à 87.65; le samedi, à 87.80; lundi à 88.20. Le 3 pour 100 perpétuel valait le mercredi 70.05; il passe le jeudi à 70.80; le vendredi à 72.50; le samedi à 72.80; le lundi il atteint 72.90. Et les valeurs industrielles ont suivi le mouvement.

Pendant ce temps, nos crétins de journalistes romands n'avaient rien vu ni compris et continuaient à pleurer sur le départ de Doumergue et les conséquences redoutables qui en découleraient.

Ces détails que nous empruntons au journal *Le Barrage* se passent de commentaires.

Aux voleurs

En France, comme en Suisse, bon nombre d'imbéciles accusent les marxistes, les révolutionnaires, les chambardeurs de ruiner le pays, d'être la cause que « rien ne va plus », et le fascisme réussit aisément à convaincre les dits imbéciles qu'il suffit d'écraser le socialisme pour retrouver la prospérité. Or, il a déjà été écrasé dans une demi-douzaine d'Etats et la ruine y est beaucoup plus accentuée qu'ailleurs.

Pour donner une idée des voleries de la finance française, en comparaison desquelles celles de Stavisky deviennent vraiment quantité négligeable, nous donnons en l'empruntant à *La Conquête du Pain*, un journal de nos camarades français, un tableau comparatif des valeurs cotées au marché officiel de Paris, en 1930 et 1934. A remarquer que les cours de 1930 avaient déjà fortement baissé sur ceux de 1929.

	1930	*1934*
Banque de France	20.300	10.075
Banque de l'Algérie	13.750	7.590
Banque Paris et Pays-Bas	2.280	984
Banque Transatlantique	826	419
Banque d'Union Parisienne	1.350	409
Cie Algérienne	1.850	1.251
Comptoir d'Escompte	1.670	923
Crédit Commercial de France	1.205	578
Crédit Foncier de France	5.000	3.600
Crédit Foncier d'Indochine	318	37
Crédit Lyonnais	2.620	1.725
Sté Financière et Coloniale	800	19
Sté Générale Foncière	399	34
Société Générale	1.630	1.009
Est	1.104	676
Lyon	1.551	855
Midi	1.220	700
Nord	2.160	1.152
Orléans	1.400	836
Electricité de la Seine	720	390
Electricité et Gaz du Nord	927	390
Electricité Générale	3.575	1.280
Energie Elect. Litt. Méditer.	1.230	705
Energ. Elect Nord-France	920	500
Nord-Lumière	2.750	1.785
Forges Aciéries Nord et Est	960	261
Tréf. et Lam. du Havre	1.860	313
Courrières	1.220	200
Lens	975	245
Vicoigne-Nœux-Drocourt	1.130	395
Crédit Général des Pétroles	610	
Prod. Chim. Alais et Froges	2.180	885
Chargeurs Réunis	515	87
Caoutchouc de l'Indochine	432	221
Citroën	590	95
Citroën parts	200	8
Pathé-Cinéma (jouissance)	172	26
Pathé-Cinéma (capital)	197	43
Peugeot	405	284
Air Liquide	1.155	563
Galeries Lafayette	147	38
Galeries Lafayette (parts)	109.000	16.300
Potin (Félix)	650	80
Soie Artificielle	5.000	1.490
Soie Artificielle (parts)	2.000	522
Wagons-Lits	370	75
Société Française Coty	820	79
Héraclée	2.280	610
Aniche	1.001	87
Anzin	3.220	1.080
Carmaux	1.400	585
Dourges	2.500	700
Grand|Combe	1.000	366
Béthune	10.110	4.060
Ougrée Marihaye	2.315	449

Parmi les valeurs étrangères cotées au Marché officiel de Paris:

Emprunts Young	1.000	286
Ford Française	225	48

Parmi les valeurs étrangères cotées au Marché officiel de Paris, il convient de donner quelques exemples qui montreront que le gros capitalisme français n'a pas dévoré toute l'épargne française:

Rio Tinto	3.815	1.053
Norvégienne de l'Azote	1.500	370
Royal Dutch	3.460	1.434
Crédit Foncier Egyptien	3.360	2.175
Canadian Pacific	4.440	193
Héraclée	1.001	90

Bien entendu, tous ces titres ont été « refilés » à Messieurs les épargnants. En effet, le dernier bilan publié par le Crédit Lyonnais nous apprend que sur une encaisse totale de 14 milliards 406 millions, le portefeuille titres en contient moins de 4 millions.

N'importe, la crise est due aux salaires élevés et à la journée de huit heures! Quelles sinistres canailles, ces Messieurs de la Banque!

Charlatanisme

Notre presse bourgeoise a reproduit avec force éloges le discours « historique » — il n'en fait pas d'autres — de Mussolini pour la fondation du Conseil des corporations. C'est un vrai modèle de déclamation à vide. Donnons-en quelques passages:

Quels sont les buts de cette assemblée? A l'intérieur, une organisation qui abrège graduellement les distances entre les possibilités maximales et les possibilités minimales; c'est ce que j'appelle une « plus haute justice sociale ».

Dans le siècle actuel, on ne peut pas admettre que la misère actuelle soit inévitable. On peut accepter seulement la triste réalité de la misère physiologique. Le phénomène absurde des famines provoquées artificieusement ne peut pas durer. Il dénonce l'insuffisance éclatante du système.

Quel menteur! Nulle part plus qu'en Italie depuis le fascisme les possibilités maximales auxquelles sont parvenus les bénéficiaires du régime — de véritables criminels pour la plupart — sont éloignées des possibilités minimales, et combien minimales, des travailleurs écrasés. Et comment parler de plus haute justice sociale, là où rien n'existe plus de social, tout étant militarisé, la justice aussi avec le fameux Tribunal spécial?

Le phénomène des famines provoquées artificieusement est absurde, tout le monde en conviendra, mais cela ne l'empêche pas d'être réel dans les campagnes italiennes, comme l'aveu se lit dans la presse fasciste même.

De vieilles réminiscences socialistes font dire au sinistre renégat encore ceci:

Le siècle passé a proclamé l'égalité des citoyens devant la loi, et ce fut une conquête d'une portée formidable. Le siècle fasciste maintient et consolide même ce principe. Mais il en ajoute un autre, non moins fondamental: l'égalité des hommes devant le travail, entendu comme devoir, comme droit et comme joie créatrice qui doit élargir et ennoblir la vie, et non pas la mortifier ou la déprimer.

Après avoir proclamé que le fascisme était la négation des droits de l'homme, cette phrase pourrait surprendre, mais passons. Mussolini voudrait-il nous expliquer l'égalité devant le travail du million officiel de chômeurs italiens, de même que celle d'autres millions travaillant plus ou moins pour des salaires de famine?

Le triste charlatan n'en finit pas moins par laisser entrevoir la vérité:

Aujourd'hui 10 novembre, la grande machine se met en mouvement. Il ne faut pas en attendre des miracles immédiats. Au contraire, des miracles, il ne faut pas en attendre du tout, notamment si le désordre politique, économique et moral dont souffre une si grande partie du monde continue. Le miracle n'appartient pas à l'économie. A la politique, dont l'économie est un élément et une force, appartiennent une volonté, une organisation, une méthode.

Voilà donc une machine admirable, mais dont il ne faut rien attendre du tout, car le miracle serait précisément d'en tirer quelque chose. C'est du désordre politique, économique et moral des autres pays que le fascisme attend le relèvement de son économie. Quant à la politique de Mussolini, se rappeler le pacte à quatre, le patatrac, comme il avait été si justement défini, et son succès!

Mais après les paroles, voyons les faits. Nous pourrions en remplir le journal, en les empruntant exclusivement à la presse fasciste, obligée malgré tout d'enregistrer une situation alarmante. Bornons-nous ici à reproduire du *Service de presse G. e L.* ce résumé de la situation dans la province de Ferrare, telle que l'organe de M. Balbo, le fameux maréchal de l'air, l'expose dans le numéro du 18 novembre courant de son *Corriere Padano:*

« La situation des ouvriers agricoles (braccianti) de notre province pourrait sans exagération aucune être qualifiée de tragique. La province de Ferrare comprend 185 mille hectares cultivés, sur lesquels vivent 220,000 agriculteurs, dont 150,000 sont des journaliers salariés. »

Après avoir signalé les conditions difficiles dans lesquelles se trouvent les petits propriétaires et les métayers « accablés de dettes d'une façon alarmante », le journal de M. Balbo met en relief que les ouvriers agricoles de la province de Ferrare ne constituent pas « une masse dépourvue de connaissances techniques et d'expérience », mais une sorte de prolétariat industriel qui se consacre à l'agriculture ».

Dans quelles conditions vivent ces ouvriers?

Voici les précisions que donne à ce sujet le journal fasciste:

« En 1925, la moyenne des salaires était de 19 lires et 71 centimes par jour; en 1933, elle est tombée à 9,63 » (ce qui équivaut à une réduction supérieure à 50 pour cent).

Le journal ajoute qu'en tenant compte de la diminution des prix du blé et d'autres produits agricoles, l'index de la moyenne des salaires ressort à un chiffre inférieur à 9 lires (ce qui équivaut à une réduction de 55 pour cent).

Durant les dernières semaines, on a fait beaucoup de bruit autour de l'obligation imposée aux propriétaires d'employer un certain nombre d'ouvriers (imponibile di mano d'opera). Or le *Corriere Padano* précise que cette obligation se traduit par 18 jours de travail en moyenne par an pour chaque travailleur, au salaire total de 120 lire. Ce chiffre indique que les salaires des ouvriers agricoles qui en 1933 étaient de 9,63, sont descendus à 6,60 par jour.

Le journal déclare que, à la veille de l'hiver, non seulement la situation économique mais aussi l'état de santé des ouvriers agricoles justifient les plus graves appréhensions. »

La province de Ferrare ne fait pas exception. Précédemment avait paru, par exemple, quelque chose d'approchant sur la province de Forli, qui pourtant est spécialement favorisée, car M. Mussolini y est né. Ajoutons que 6.60 par jour représentent 1 fr. 75 en monnaie suisse et que le pain en Italie n'en vaut pas moins 2 lire le kilo, soit 53 centimes.

Hélas! des imbéciles et des canailles n'en continueront pas moins à prêcher la baisse des salaires et le fascisme!

Stérilisation et castration

Depuis que le triomphe des valeurs spirituelles a commencé, nous assistons impuissants à des atrocités sans nom, dont les déshérités sont toujours les premières et souvent les seules victimes.

Il y a une année, Hitler donnait à l'Allemagne une loi sur la stérilisation et la castration des dégénérés. Avec la détresse dans laquelle est plongé le peuple allemand, les anormaux pour sous-alimentation et misères de toutes sortes ne pouvaient qu'augmenter dans le prolétariat, surtout chez les enfants.

Or, cette loi infâme qui, bien entendu, n'est pas appliquée aux riches dégénérés, et il n'en manque certainement pas, l'est par contre avec une rigueur toute particulière au pauvre monde. Et cela donne lieu à des drames épouvantables, d'autant plus que dans les prisons chaque procureur peut demander la castration ou la stérilisation comme une punition!

Comment ne pas frémir devant de tels faits? Mais le plus terrible est la stérilisation de centaines d'enfants. Dans la ville de Halle, 595 petits élèves des écoles populaires ont été désignés pour la stérilisation. Il est facile d'imaginer la panique des mères à voir mutiler leurs enfants. Mais comment résister au milieu de cette lâcheté universelle d'hommes qui demain seraient prêts à braver tous les dangers, toutes les morts les plus affreuses comme bétail militaire.

Il y a des faits devant lesquels il arrive de murmurer les vers de Leconte de Lisle pour un poète mort jeune:

...heureux toi qui n'a pas connu
La honte de penser et l'horreur d'être un [homme.

Acheter le journal „La Suisse", c'est donner de l'argent au fascisme

Une enquête qui s'impose

ENTRE DEUX DICTATURES QUE FERONS-NOUS ?

Les événements d'Espagne, après ceux de Russie, posent un problème de conscience pour tous les individus qui se réclament des conceptions anti-autoritaires. Avant les luttes que la montée du fascisme risque, en France aussi, de rendre prochaines, ils se doivent d'envisager, en toute lucidité, mais aussi en pleine responsabilité, quelle sera leur attitude à l'heure où les conflits décisifs mettront aux prises les deux grands courants autoritaires dits « de droite » et « de gauche ».

Il ne peut être question, évidemment, de prendre rang parmi les cohortes du fascisme, ni de pactiser avec ses méthodes ni avec ses visées. Sa nocivité est patente, son esprit de régression nettement établi. Et certaines sont ses préoccupations et ses attaches conservatrices... Mais les anti-autoritaires doivent-ils (ou non) seconder ses efforts et favoriser le triomphe des systèmes économiques (plus ou moins dérivés du marxisme) qui ont pour base l'étatisme? Seront-ils — tolérante expectative? neutralité bienveillante? participation? — aux côtés de ceux dont le but bien défini est la prise de possession du pouvoir et l'établissement d'une dictature, dite « du prolétariat »? Considèrent-ils que malgré les dures compressions (provisoires, nous dit-on) que celle-ci comporte, elle réalise assez de mieux — et en prépare davantage — dans la condition matérielle des couches populaires jusqu'alors exploitées, pour que les hommes épris de liberté lui en consentent, pour un temps, le sacrifice?...

Si éloignée dans son principe de leurs aspirations, et si cruelle et tyrannique qu'elle se montre dans ses applications, cette dictature leur apparaît-elle — mal inévitable, sinon nécessaire — comme une étape possible de l'affranchissement humain, ou n'y voient-ils au contraire que le renforcement, sous une forme rajeunie (et à la faveur d'une illusion nouvelle) de ces dogmes sociaux qui ont pour corollaire, proche ou lointain, l'éternel assujettissement des masses? Pensent-ils qu'au delà du bolchevisme, par lui ou malgré lui, de par son évolution même, peut s'ouvrir cette ère tant attendue de la libération de l'individu et que, si la dictature de droite la ferme, celle de gauche entr'ouvre — ou laisse entr'ouverte — une porte vers un régime d'indépendance et d'équité? Y a-t-il, dans le communisme d'Etat, assez de promesses profondes, plus loin que ses hommes et que sa tactique du moment, pour que les révolutionnaires (ceux pour qui la révolution a un double sens social et humain et signifie autre chose qu'un changement de maître et d'exploiteur) lui apportent soit une espérance sympathique, soit leur concours effectif?

La façon dont se comporte encore aujourd'hui (alors qu'est devenue sans valeur l'excuse de l'instabilité) la dictature russe à l'égard des hommes qui ne regardent le nouvel Etat autoritaire que comme un stade de passager et ne veulent s'y laisser intégrer et qui entendent poursuivre l'achèvement d'une incomplète révolution, nous renseigne suffisamment sur le sort qui attend les pionniers d'une intégrale libération. Après avoir recherché et obtenu — unité d'action! — le concours des meilleurs éléments antiautoritaires dans leurs luttes contre le pouvoir tsariste, contre les blancs des Wrangel et des Denikine, les bolcheviks, aussitôt leur victoire acquise, n'eurent rien de plus pressé que de se retourner contre leurs alliés de la veille (qu'on se rappelle les manœuvres criminelles d'un Trotzky en Ukraine, les traquenards tendus à Makhno et aux anarchistes!) de les combattre, de les exiler, de massacrer même ceux qui refusèrent de se courber devant les nouveaux maîtres. Dix-sept ans après la révolution d'octobre, des milliers de révolutionnaires sont déportés en Sibérie, ou traqués, affamés et mis hors la loi pour avoir voulu rester fidèles à leur idéal (tel Petrini), voire même aux idées de Lenine (comme Victor Serge)...

Le dernier mouvement espagnol rend pour nous plus pressant, plus aigu le problème de notre attitude. Pour répondre aux attaques et aux menées des politiciens de Madrid, ceux de Catalogne, unis pour la circonstance aux partis autoritaires d'extrême-gauche, déclenchèrent un mouvement extra-égal, à l'issue duquel ils escomptaient s'emparer du pouvoir et obtenir l'autonomie de la Catalogne. Seuls les antiautoritaires, groupés dans les organisations C.N.T. et F.A.I., refusèrent de servir d'instruments à ce qu'ils regardaient comme des rivalités superficielles et de s'associer à cette tentative bien moins sociale que politique.

Depuis cette décision — qui entraîna, dans une large mesure, la défaite de ce mouvement — une odieuse campagne de calomnies est lancée contre nos camarades espagnols, que les partis vaincus tentent de faire passer pour des lâches et des traîtres à la classe ouvrière. Nous ne ferons pas l'injure à nos amis d'Espagne de relever ces odieuses accusations; tout leur passé de propagande, de lutte, de campagnes énergiques, de sacrifices, répond suffisamment pour eux. D'ailleurs ne sont-ils pas seuls juges de l'opportunité de leur intervention? S'ils ont refusé de prendre part à ce coup de main des partis, sans doute avaient-ils leurs raisons prises aux sources mêmes de l'histoire et nous sommes convaincus que les travailleurs espagnols sauront un jour si ce n'est aujourd'hui, pénétrer le sens élevé de leur résolution.

Mais l'exemple de ce qui s'est passé et se passe en Russie d'une part, et, d'autre part, ces accusations monstrueuses, préludes d'autres injures et d'autres vengeances, doivent nous servir d'expériences et nous permettre de faire le point, pour que demain nous ne soyons pas victimes, nous aussi, par des élans inconsidérés, de notre désintéressement, de notre sentimentalité.

C'est pourquoi nous devons sans tarder nous interroger sur l'attitude que nous devrons tenir: 1) en face des attaques du fascisme qui cherche sa voie et tentera bientôt de nous l'imposer; 2) vis-à-vis des autoritaires dont nous séparent des antagonismes doctrinaires et à l'égard desquels il convient de savoir si nous devons marcher la main dans la main pour une bataille dont les objectifs affirmés sont aussi de dictature et d'oppression.

Ne risquons-nous pas, en effet, après avoir avoir fait le jeu des partis en mal de pouvoir, d'être à notre tour, à l'heure où nos conceptions paraîtront menacer leurs entreprises, où elles se dresseront, pour le moins, devant eux comme un reproche moral, d'être écrasés comme le furent nos camarades russes? Qu'avons-nous, qu'ont surtout les idées d'émancipation pour lesquelles nous n'avons cessé de nous dépenser, à gagner dans la victoire de ces partis? Car nous ne pouvons, n'est-ce pas, sans présomption, présumer de notre propre victoire? Est-il sage, est-il possible, dans l'état présent des esprits et des mœurs, parmi tant de mentalités rivées à l'obéissance, tant d'êtres incapables de vie personnelle, d'escompter un succès des forces antiautoritaires, en cas de révolution sociale? Quelle violence d'ailleurs — illogique et contradictoire au surplus — ne devrions-nous pas appeler pour étayer un « régime de liberté » issu de la violence et que la violence adverse, aussitôt, menacerait?

Voilà, posé sans ambages, avec la sincérité qui est ici notre règle constante, l'âpre et troublant problème de nos destinées prochaines Que chacun dans la liberté de sa conscience, juge de sa position en face des événements qui se préparent et décide de ce qu'il doit faire, le cas échéant, pour les influencer.

LE SEMEUR.

—o—

L'enquête que *Le Semeur* propose s'impose en réalité et nous en avons discuté, avant de connaître la proposition de nos camarades français, à la dernière réunion du Groupe du *Réveil*. Il est vrai qu'il en a été question surtout à un point de vue local; mais c'est bien ainsi qu'il faut d'abord se poser tout problème: en rapport avec l'individu, son groupe et sa localité. D'accord qu'il ne faille pas s'en tenir là, mais commencer autrement nous paraît erroné.

Je n'expose ici qu'une pensée personnelle, en souhaitant que parmi nos lecteurs d'autres interviennent dans le débat. Sans trouver rien à redire à l'exposé du *Semeur*, je suis certain que beaucoup finiront par murmurer quand même: Ce n'est pas ça!

Car si les raisons de s'abstenir y sont fort bien exposées et étayées, comment ne pas se dire qu'il y en a d'autres plus graves, plus pressantes, plus décisives d'intervenir, et sans tarder?

En France, comme en Suisse, les fascistes cherchent déjà à s'emparer de la rue, à exercer des violences, à troubler des conférences, des spectacles des réunions. Allons-nous les laisser faire? Je ne le pense pas et ai aprouvé les camarades qui se sont jetés sur des clérico-fascistes, venus pour empêcher un pasteur protestant de donner une conférence: *Pourquoi j'ai cessé d'être catholique*. Nous n'aimons pourtant aucune religion, mais comment ne pas comprendre que « laisser faire » serait encourager la violence fasciste? Gardons-nous surtout d'en venir à ce « courage de la lâcheté », dont parlait l'*Avanti!* au lendemain de la première attaque fasciste contre ses locaux, en 1920. Milan, ville d'un million d'habitants, avait une municipalité socialiste nommée par les deux tiers des électeurs, et une poignée de chenapans accomplissaient une dévastation considérable sans se heurter à la moindre résistance. Le Parti socialiste se contenta en signe de protestation de lancer une souscription vite couverte d'un million de lires. Le nouveau bâtiment du journal fut plus tard envahi comme l'ancien et les socialistes en furent simplement chassés.

Devons-nous tolérer sans riposter les agressions contre les vendeurs de nos journaux? les tentatives de sabotage? les provocations de toute nature? C'est cela dont il faut se préoccuper avant tout. Certes, nous devons chercher à ne pas nous confondre avec les autoritaires — et à propos de cela j'ai fort insisté avec les camarades pour qu'ils ne suivent pas un Front mondial de création bolcheviste. Rien ne me répugnerait davantage que de marcher la main dans la main avec des autoritaires qui sont nos ennemis par définition; mais cela ne saurait signifier qu'il ne faille *pas marcher*.

Nous ne saurions logiquement nous battre ni pour la démocratie, ni pour le socialisme dictatorial; mais nous avons à nous battre pour nous-mêmes, voilà ce qu'il importe d'établir avant tout. Ne pas le faire causerait vite notre défaite. J'en donne un exemple. Dernièrement, des pacifistes intégraux, ennemis de toute violence, comme *Le Semeur* les aime, tenaient une réunion de discusison. Les clérico-fascistes la sabotèrent quelque peu. Le lendemain, l'organe clérical chantait victoire. Les pacifistes tinrent alors une seconde réunion et nos camarades décidèrent d'y assister en groupe. La feuille noire en eut vent et conseilla vivement à ses jeunes amis de ne pas y aller. Grand succès et aucun trouble pour les pacifistes.

La violence ne saurait être vaincue que par la violence, et celui qui ne rend pas les coups finit par en recevoir plus que sa part, disait notre camarade Malatesta. C'est ce qu'il importe avant tout de bien établir. Dois-je rappeler aussi que le réformiste italien Turati qui avait le plus raillé ceux qu'il appelait ironiquement les gladiateurs, au déclin de sa vie finit par en faire ce douloureux aveu: « Mûs par une conception supérieure de la vie, nous avons peut-être trop désarmé le prolétariat. » Je cite de mémoire, mais je rends exactement la pensée sinon les mots.

Vingt antifascistes ont été assassinés en France depuis le 6 février, et si je me garderais bien de conseiller à qui que ce soit l'homicide, je ne puis m'empêcher de penser que s'il avait été riposté sans tarder de la même façon, les patriotes auraient compris de ne plus en venir là!

Au surplus, l'illogique et le contradictoire ne jouent qu'un trop grand rôle dans la vie et si nous devons tendre à leur élimination, il n'en reste pas moins que nous devons commencer par nous y mouvoir. Mais il y a là une question complexe et délicate, difficile à exposer, que je me réserve de reprendre dans un prochain numéro. L. B.

Mais c'est ainsi.

Du journal *Le Coopérateur Genevois*, nous détachons ces lignes:

Partout le même refrain: trop de lait, trop de beurre, trop de fromage, trop de blé, trop de viande, trop de vin, trop de café, trop de fer, trop de cuivre, trop de coton, trop de charbon, trop de machines, etc., etc. Et au milieu de cette péthore de richesses, plus de cent millions d'êtres humains vivent de privations de toutes sortes! C'est à n'y rien comprendre, mais c'est ainsi.

Il ne serait pourtant pas difficile d'y comprendre quelque chose, et de faire qu'il n'en soit pas ainsi mais autrement. Le monopole des moyens de production même nous ont conduits à ce résultat révoltant et absurde. Faisons cesser l'un et l'autre, créons par l'expropriation une économie sociale à la place d'une économie privée, et les cent millions d'hommes venant à manger à leur faim, la crise aura pris fin.

Presse muselée.

Il existe à Rome un Bureau de presse officiel qui chaque jour transmet à toutes les feuilles de la péninsule l'ordre péremptoire de ce qu'il faut dire et de ce qu'il faut taire, des sujets à traiter et dans quel sens.

Or, dernièrement le traité d'amitié et d'arbitrage entre l'Italie et la Suisse étant venu à échéance, Mussolini le renouvela et envoya une dépêche, style officiel ordinaire, au Conseil fédéral suisse pour se féliciter de la chose.

Notre presse romande à cette occasion publia des articles dithyrambiques, où elle exaltait surtout — tenez-vous bien! — la loyauté, la droiture et la sincérité de Mussolini! Bah! il ne faut plus s'étonner de rien. En même temps la presse italienne recevait l'ordre de *ne pas reproduire la dépêche du Conseil fédéral suisse!* Les Italiens devaient l'ignorer. Pourquoi? Pour qu'ils ne puissent pas croire que le fascisme renonce à ses visées annexionnistes sur le Tessin et les vallées italiennes des Grisons? Très probablement, mais en tout cas voilà une nouvelle preuve de la loyauté, de la droiture et de la sincérité de Mussolini!

Fusillez Eugène Schneider !

Dans la *Patrie humaine*, un intéressant article de Charles Steber reproduit une *Notice sur les Etablissements Schneider*, parue en 1912 et due à la plume de l'illustre marchand de canons lui-même, qui vient d'être nommé membre de l'Académie des sciences morales et politiques!

M. Schneider fait l'historique de ses mirifiques inventions et constructions aussi bien pour la France que pour les Etats qui allaient devenir ses ennemis. Il y a là une foule de détails des plus intéressants et bien propres à prouver l'internationalisme et l'absence de tout préjugé patriotique du monsieur. Dommage qu'il ne nous parle pas aussi des emprunts qu'il a fait obtenir en France, avec le consentement du gouvernement, à plusieurs Etats, emprunts destinés à lui payer des commandes d'armements.

Après l'intéressante citation de la prose de M. Eugène Schneider lui-même, Charles Steber continue ainsi:

Ceci s'imprimait en 1912. Depuis, il y eut, en pleine guerre, la transmutation du sang en or. Il y eut Hitler armé et financé par Skoda-Schneider, il y eut Hirtenberg, la guerre du Riff, l'affaire Zeletzky en Roumanie et beaucoup d'autres choses encore. En juillet dernier, la *Patrie humaine* pouvait, sans être démentie, annoncer que le *Louisiane* avait quitté le Havre avec une cargaison de canons et de munitions Schneider. Cette cargaison devait être au Brésil transbordée à bord de steamers allemands. Et un an plus tôt, au Congrès radical de Vichy, un délégué ne révélait-il pas que Schneider avait récemment fourni, pour la Hollande, 400 tanks à Hitler?

On voit qu'en 1934, comme en 1912, MM. Schneider et Cie savent attirer l'attention des artilleurs de tous les pays. Ils ont raison de dire qu'un pareil succès peut se passer de commentaires.

Nous n'en ferons donc pas.

Nous rappellerons seulement:

« Code pénal. Art 76. Quiconque aura pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec les puissances étrangères ou leurs agents, pour les engager à commettre des hostilités ou à entreprendre la guerre contre la France, ou pour leur en procurer les moyens, sera puni de mort. »

De plus, au cas d'une condamnation en vertu de l'art. 76, la loi du 14 novembre 1918 stipule: *Les juridictions compétentes prononceront la confiscation, au profit de la nation, de tous les biens présents et à venir du condamné, meubles, immeubles, divis ou indivis, de quelque nature qu'ils soient.*

Ne voilà-t-il pas de quoi donner une légitime satisfaction au peuple français! Et pour ce qui est du dernier paragraphe, n'offre-t-il pas l'avantage de faire disparaître les vains scrupules de quiconque ne peut concevoir la socialisation de la grosse industrie sans versement préalable aux magnats criminels d'une indemnité qu'ont veut « légitime et nécessaire »!

Mais je sais bien, hélas, ce que vous allez me dire! Et c'est vous qui avez raison.

Rien à ajouter aux considérations si précises de Steber. M. Schneider devrait donc légalement être mis à mort, après confiscation de tous ses biens présents et à venir. Parions que même un gouvernement bolcheviste se garderait bien de le faire et s'allierait à un aussi précieux personnage.

Pour plus de misère

Mussolini a publié dans le *Popolo d'Italia* du 17 novembre courant un article intitulé *Le véritable progrès* où il laisse entendre qu'il doit consister en un peu plus de misère! Que nos lecteurs en jugent par ce passage:

Nous ne promettons aucun progrès de commodités; nous n'engageons pas la science à dépasser les aises qui ont affaibli les reins de l'Europe; nous allons à la rencontre de la première civilisation qui proclame la régression de la matière dans ses formes de séductions de l'esprit, qui écarte la vieille formule : civilisation=faste et confort. Nous ne nous préoccuperons guère que le corps fasse un pas en arrière dans la recherche du bien-être, pourvu que l'âme obtienne le commandement du temps et établisse une nouvelle hiérarchie, qui représentera le véritable progrès sur tous les siècles passés.

La pente du soi-disant progrès conduit l'Europe à un double suicide: en tant que race, le bien-être excessif brisant la virilité; en tant qu'esprit, car les aises endorment le caractère et éteignent les idéaux. Mais il y a le fascisme: cela ne doit pas être et ne sera pas.

Ah! le salaud, qui s'essaie à justifier la condition de misère profonde où il a conduit l'Italie! Ce serait son véritable progrès! Parler de faste et de confort dans une Europe, où les deux tiers de la population endurent des privations sans nombre, où le chômage sévit avec toutes ses tristes conséquences, où des cris de détresse montent de

tous les côtés, c'est faire preuve d'une rare impudence et de canaillerie.

Mais en somme nous avons ici la preuve que le fascisme se propose de nous ramener à de plus dures conditions de vie! Et ce que cela doit plaire là l'ignoble tourbe des ensoutanés de l'Eglise! Le voilà bien, le rétablissement des fameuses valeurs spirituelles dont on se plaît à nous corner les oreilles! Notre esprit sera d'autant plus élevé que notre corps sera plus mortifié. Et dire que le même charlatan dans un discours que nous rapportons d'autre part et prononce huit jours auparavant invoquait une égalité des hommes devant le travail, « qui doit élargir et ennoblir la vie, et non pas la mortifier et la déprimer »!

Non, voyez-vous, par les temps qui courent oser parler de bien-être excessif! N'Insistons pas, un inexprimable sentiment de dégoût vous gagne.

Confiance démocratique !

Nous trouvons dans *Le Gutenberg* un article dirigé contre les communistes, dont nous restons entièrement divisés et que parfois nous ne sommes pas loin de considérer comme des fascistes pas à rebours mais à l'endroit. Nous nous gardons donc bien de répondre pour eux, mais il est des affirmatoins qu'il est utile de relever pour notre compte. Celle-ci d'abord:

Les événements de ces dernières années et les résutats qui s'en suivirent pour le mouvement ouvrier ne nous ont-ils pas appris que la classe ouvrière n'a rien à gagner mais beaucoup à perdre à employer la violence? Son avenir n'est pas de s'adapter « à la théorie et à la pratique » de la révolte armée, mais bien de rejeter énergiquement de telles méthodes!

C'est à notre avis méconnaître dangereusement les origines spirituelles du fascisme que de croire, dans les milieux communistes et socialistes de gauche, qu'on pourra empêcher le fascisme de progresser par la résistance armée. Il ressort très nettement que ce sont précisément les méthodes des communistes allemands qui aux yeux de bien des gens, ont donné prétexte aux procédés des nationaux-socialistes et qui ont permis au fascisme allemand d'évoluer comme ce fut le cas.

Tout d'abord, que nous sachions, la classe ouvrière en Italie, Allemagne et Autriche n'a fait que résister parfois bien faiblement à la violence déchaînée par les bandes de la réaction. En Autriche, il n'y a pas même eu une telle résistance sinon au dernier moment, lorsqu'il était trop tard.

Pour des agressions armées, et il y en a déjà eu en France et en Suisse aussi, faut-il compter sur une police qui chasse et frappe sans miséricorde les ouvriers, alors qu'elle se montre d'une mansuétude particulière pour les fascistes? Personne n'aime les coups, et si vous en recevez, que faire? Croit-on que le fait de les encaisser sans autre n'encouragera pas ceux qui se réunissent régulièrement pour s'exercer au maniement de la matraque et du revolver?

C'est ridicule de penser que les fascistes aient besoin d'un prétexte quelconque. Ils affirment nettement ne pas reconnaître la démocratie et vouloir la supprimer, et ils s'essaient sans autre à le prouver en toute occasion.

Dire à un ennemi que nous ne le suivrons pas sur le terrain de la violence c'est presque l'inviter à y recourir sans crainte. Nous avons de la peine à comprendre une telle sagesse.

Encore une citation:

Très certainement, les événements qui se sont déroulés dans les autres pays ont été riches en enseignements. Nous avons appris que l'on ne saurait défendre la démocratie par des moyens antidémocratiques. Nous avons appris que dans la lutte pour la démocratie, ce serait faire erreur que de s'aboucher avec des gens qui, une fois au pouvoir, n'auraient rien de plus sacré que de supprimer cette démocratie. Nous avons appris encore que ce n'est pas avec des discours enflammés, ni par des grincements de dents, que l'on empêchera le fascisme d'exister, mais bien plus en lui dérobant le terrain spirituel et économique dont il a besoin pour subsister.

A des moyens antidémocratiques, dont les fascistes ne se font pas faute, si l'Etat démocratique bourgeois ne résiste pas, comme cela a été le cas dans d'autres pays, que devrons-nous faire? Voilà la question qu'il ne faudrait pas négliger.

Nous glissons sur ce qui concerne les gens visant au pouvoir, car nous n'en sommes pas. Et nous ne nous arrêtons pas non plus aux discours enflammés et aux grincements de dents, car nous n'y avons pas recours. Mais qu'est-ce donc que le terrain spirituel et économique dont le fascisme a besoin pour subsister? Le terrain économique de crise mondiale nous ne pouvons le supprimer, quant à la mystique du sauveur elle est commune à tous les partis autoritaires. Mais le fascisme subsiste surtout par les subsides de grands financiers et industriels, par la complicité plus ou moins ouverte de l'armée et de la police, par un véritable désarroi dans la vie morale et matérielle. Or, à tout cela il faut opposer une action directe, prompte, de la masse au moindre danger. Malheur à nous tous si elle n'en comprend pas la nécessité et compte sur l'autorité démocratique pour la sauver. A commencer par le président de la Confédération Pilet-Golaz, ignore-t-on donc ses nettes déclarations fascistes?

A l'ouïe des croassements

Le doigt dans l'œil.

Un chrétien-social aurait, paraît-il, déclaré à une conférence Nicole, qu'il pourrait mieux s'entendre avec des anarchistes qu'avec des socialistes. Le bonhomme ne pourrait se tromper plus lourdement et nous l'en prévenons charitablement sinon chrétiennement. Nous considérons la religion, surtout la religion catholique, non pas comme une affaire privée, mais comme un mal à extirper. Surtout après l'appui ouvertement donné aux Mussolini, Dollfuss, Gil Robles, etc., par Pie XI, nous croyons que l'Eglise de Rome est la plus vieille puissance de réaction qu'il est grand temps d'abattre. Tant qu'elle subsistera, foyer d'intrigues, de tromperies et de bassesses — Pétrarque l'appelait déjà à peu près ainsi au XIVe siècle — l'humanité sera menacée de sanglants retours réactionnaires.

Le curé et la „Marseillaise"

Le cardinal Lavigerie, à l'époque du ralliement de l'église à la République, pour mieux étrangler « la gueuse », avait fait jouer, à Alger, à une musique de dominicains, sauf erreur, la *Marseillaise*.

Or voici ce que nous lisons dans une lettre adressée à la *Patrie humaine* par l'un de ses lecteurs:

Etant allé passer la journée du 11 novembre auprès de mes parents dans un petit village de montagne, je me joignis au cortège à l'arrivée devant le monument aux Morts. J'observai dans le plus parfait recueillement la minute de silence, puis toujours le chapeau à la main, j'enregistrai l'éloquence fade du discours municipal.

Au moment où la musique attaquait la Marseillaise, *de circonstance, paraît-il, je me recoiffai, mais en ayant soin de m'éloigner du cortège pour éviter de causer le moindre scandale.*

Quelle ne fut donc pas ma surprise lorsque, après la dislocation, je fus violemment pris à partie, non par un camelot du roi ou mignon de ce genre, mais bien par le curé du village qui me déclara tout net avoir eu l'intention de venir « me faire sauter mon chapeau ». Après une discussion assez vive, l'incident fut clos.

Mais je vois là comme un signe des temps.

Les prêtres, prenant leurs désirs pour des réalités, se croient-ils revenus au doux temps de l'Inquisition et du Chevalier de La Barre?

Le temps est-il si loin où ils refusaient de se découvrir en entendant cet hymne, et aurait-on changé le chant national en chant religieux?

D'autre part, par quelle restriction mentale, par quelle déformation peuvent-ils justifier ce manquement grave au plus grand commandement de leur Evangile? « Tu ne tueras point », a dit Jésus-Christ, paraît-il. Comment donc un prêtre peut-il expliquer sa conduite lorsqu'il s'incline devant un hymne guerrier, ayant pour refrain cet appel au crime: « Qu'un sang impur abreuve nos sillons »?

Hélas! les prêtres n'ont que trop de raisons de croire que le bon temps va revenir pour eux. Tous les moyens leur sont bons et si demain, la monarchie rétablie, ils ne voudraient plus rien savoir de la *Marseillaise*, aujourd'hui elle les sert admirablement auprès des poires patriotiques.

Disons, puisque l'occasion s'en présente, que nous ne trouvons pas moins ridicule de se découvrir pour l'*Internationale* que pour la *Marseillaise* et de bousculer celui qui ne le fait pas.

Mensonges infâmes.

Toute la presse cléricale hurlant à la mort contre les héroiques insurgés des Asturies a publié les histoires les plus invraisemblables sur leur compte. En voici un échantillon:

Le Père Jose Villanueva, directeur du séminaire catholique, fut brûlé vif, après que le feu eût été mis à ses vêtements arroses de pétrole.

Un autre prêtre fut accroché par le cou à un croc dans un étal de boucher, ayant à ses pieds une pancarte portant l'inscription « viande de porc à vendre ». Un autre fut coupé en morceaux et exposé également comme viande de boucherie. Les rebelles firent sauter à la dynamite deux couvents avec leurs occupantes, de jeunes religieuses qui avaient été préalablement violées.

Tous les soldats, gardes civils et gardes d'assaut tombés aux mains des rebelles, subirent les traitements les plus barbares; ils furent scalpés, décapités et leurs têtes jetées en jouet à la populace tandis que les troncs mutilés étaient exposés sur les places publiques.

Or, depuis lors la presse espagnole nous a appris que le père brûlé vif a été trouvé en bonne santé, que les prêtres débités en morceaux comme viande porcine promènent toujours leurs bedaines, que les religieuses violées sont plus vierges que jamais et peut-être le regrettent-elles. Il y a bien eu, malheureusement, un massacre, mais il est dû aux Marocains et autres brutes de la Legion étrangère.

Le pape n'en avait pas moins envoyé son cardinal Pacelli à Madrid pour réclamer la plus sanglante des répressions. Les infidèles du Maroc paraissent lui avoir donné satisfaction. Faire renaître l'Inquisition, reste toujours le rêve de la Papauté.

„Morts dans le Seigneur".

Nous découpons dans *L'Echo de Saint-Germain* ces lignes de M. le curé que nous avouons ne pas trop bien comprendre:

Prions pour tous ceux qui sont en Purgatoire, et auxquels personne ne pense plus hormis l'Eglise de Jésus-Christ qui n'oublie pas ses enfants, et qui, maternelle et compatissante ,nous invite à prier tous les jours, mais en ces jours de novembre d'une façon plus spéciale encore pour tous ceux « qui sont morts dans le Seigneur ».

Ainsi, même s'il meurt « dans le Seigneur », le croyant est roussi et rôti d'une façon maternelle et compatissante. Aux survivants de s'attacher à le ramener au frais par des indulgences à acheter au curé. La crédulité humaine fournit la meilleure idée de l'infini.

C'était une imposture.

Messieurs les députés bourgeois exigent impérieusement de Nicole qu'il condamne la « socialisation du crédit ». Mais en période électorale une affiche chrétienne-sociale n'a-t-elle pas paru réclamant la fin du capitalisme, de la ploutocratie et autre chose encore. Or, M. Berra n'est nullement invité à rétracter quoi que ce soit. C'est sans doute que tout le monde s'est dit qu'il n'y avait là qu'une simple imposture corporatiste.

Le programme chrétien-social.

Une affiche du parti des curés préconise le programme suivant: semaine de 40 heures dans l'industrie du bâtiment, allocations familiales, suppression des heures supplémentaires dans l'industrie, suppression des cumuls, interdiction aux retraités d'occuper un emploi rémunéré, empêcher les travailleurs étrangers et confédérés d'envahir le marché du travail à Genève, supprimer les allocations de chômage aux « fainéants des quatre saisons », baisse des gros salaires et pour les salaires moyens, prudence.

C'est toujours la même imposture: le profit patronal, la propriété immobilière, les fortunes princières, les rentes demeurent intangibles, il n'y est pas même fait allusion; c'est uniquement les salaires et les salariés qui sont visés. En somme, à y regarder de près, le but poursuivi est de ramener tous les salaires à un gain minimum et d'équilibrer mieux la misère, en poursuivant toute modeste aisance.

Nous avions cru jusqu'ici que tout confédéré devait pouvoir s'établir sur tout le territoire suisse. Le fédéralisme clérical paraît vouloir l'en empêcher et dénonce avec indignation les 2172 confédérés qui pendant les neuf premiers mois de l'année ont obtenu l'autorisation de séjourner dans le canton. La chasse aux étrangers et aux frontaliers ne suffit plus, celle aux confédérés va commencer aussi. Tout Suisse ne devra plus sortir de son minuscule canton, sinon pour se rendre à l'étranger.

Quant à la semaine de 40 heures pourquoi doit-elle s'appliquer seulement à l'industrie du bâtiment et non pas à toutes les industries? Hélas! nous nous rappelons trop les luttes du passé pour obtenir la moindre réduction des heures de travail. De quel côté se sont toujours trouvés les cléricaux et leurs organisations? Du côté patronal pour la refuser. Attendons de voir ce que feront les chrétiens-sociaux en présence de propositions concrètes. Mais, en somme, même cette mesure sur laquelle nous avons été les premiers à insister n'aboutira toujours qu'à un meilleur équilibre de la misère, à répartir une même somme globale déjà fort réduite de salaires sur un plus grand nombre de travailleurs. Au lieu que les uns serrent la ceinture d'un cran et les autres de trois, tout le monde la serrera de deux crans, et cela au moment même où une production qui pourrait être plus abondante que jamais devrait faire cesser toute restriction.

Le programme chrétien-social consiste donc, nous le répétons, dans un meilleur équilibre de la misère, étant entendu que celle-ci ne doit jamais être supprimée, car elle est une des bases de la domination de l'Eglise.

BIBLIOGRAPHIE

Pierre Besnard: *Le monde nouveau.* Prix 4 francs français.

Ce volume édité par la Confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire est la suite du livre du même auteur: *Les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale.* Il s'attache à exposer « les buts, les attributions et le fonctionnement de l'organisation économique, administrative, sociale et juridique du « monde nouveau ».

Nullement hostile à des travaux cherchant à esquisser les lignes d'une société future, car, ainsi que me le disait Kropotkine, même si le problème est plus ou moins bien résolu, cela sert à fixer l'attention sur un changement radical et à susciter de nouvelles recherches, études et propositions s'y rapportant, j'avoue cependant que je demeure quelque peu sceptique sur la valeur matérielle et pratique de tels écrits.

Lorsque la révolution sera là, il s'agira de travailler sur le vif, plutôt que de se rapporter à tel ou tel ouvrage. Il est difficile de prévoir quelle sera la situation et ses possibilités, l'influence et les forces que nous pourrons avoir, les obstacles et les erreurs que nous aurons à vaincre, si bien que les travaux du genre de celui de Pierre Besnard sont des essais de solution d'un problème dont plusieurs données ne sont guère connues. Or, si même en les connaissant toutes, la tâche est parfois ardue, à plus forte raison devons-nous la juger telle avec des données incomplètes et hypothétiques. Il me sera objecté que nous ne faisons pas autre chose dans les écoles scientifiques, où des calculs imaginaires nous préparent à résoudre des problèmes réels que la vie nous posera, ce que nous ne saurions faire si nous ne nous étions livrés auparavant à résoudre des problèmes fictifs.

Soit, il est sans doute utile de chercher à se figurer ce qui va se passer et comment se comporter en des circonstances et pour des questions plus ou moins prévisibles, mais ne croyons pas surtout que la nôtre soit la seule solution possible à faire valoir coûte que coûte. Il est même à souhaiter une certaine variété d'expérimentations, permettant de juger ce que chacun apporte de bon et de mauvais.

Le nouveau livre de Besnard n'est pas de ceux qui peuvent être résumés en quelques mots et je comprends fort bien que le Congrès de Madrid de 1931 et tout autre congrès se refuse à le discuter en détail. Cela exigerait de nombreuses séances et plus d'un se perdrait dans l'enchevêtrement de ses neuf plans.

Malatesta m'avait réclamé le livre sur les *Syndicats ouvriers et la Révolution sociale*, et je ne sais s'il l'a jamais reçu et annoté. Ce nouveau volume l'aurait sans doute intéressé aussi, mais peut-être l'aurait-il trouvé trop détaillé et touffu. A moins de finir dans la paperasserie bolcheviste, il faut en effet concevoir un réseau de rapports naturels, de services réciproques, d'ententes libres se produisant au jour le jour en dehors de fédérations, sections ,conseils, comités, syndicats, offices, etc.

Non pas que nous nions la nécessité de pactes et de groupements de toute nature, mais prenons garde à la multiplication de plans prétendant enfermer tout le mouvement social et y pourvoir. Le résultat serait déplorable et bien loin de faire œuvre d'affranchissement, nous aurions rétabli à notre tour une autorité de syndicats et de communes avec ce que Lénine appelait les trois instruments de domination monarchique: la bureaucratie, la police et l'armée. D'accord avec la pratique de la solidarité la plus large, mais songeons aussi à la sauvegarde des libertés individuelles qui pourraient disparaître dans une organisation par trop perfectionnée et développée.

Les cumulards.

La Ligue des citoyens genevois de quatre sous, autrement dit naturalisés de la veille, s'élève avec indignation contre le scandale, l'abus honteux des cumulards. A la bonne heure! enfin on comprend qu'il ne doit pas être permis à un millier de citoyens de détenir une fortune dont 99 mille sont dépourvus entièrement ou presque, on se rend compte que l'accaparement des moyens de production et des produits aussi doit prendre fin, on estime que si tout était à tous les prétendues crises de surproduction ne seraient plus possibles, on juge qu'une poignée de financiers ne doit plus pouvoir engloutir des centaines de millions de la richesse du pays dans des sépculations vereuses.

Eh! bien, non, ce n'est pas du tout cela. Il s'agit d'empêcher des conjoints d'être en même temps employés dans les administrations publiques cantonales et municipales. C'est vraiment l'arbre empêchant de voir la forêt ou plutôt c'est l'appel aux jalousies les plus mesquines baptisé « idée noble et juste », cependant que l'injustice la plus révoltante et la plus désastreuse, non seulement n'est pas dénoncée, mais fortement appuyée.

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains